

Marc-Adélarde Tremblay (1922 -)

Anthropologue, retraité, Université Laval
(1990)

“La crise de l’identité culturelle des francophones québécois”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc-Adélarde Tremblay (1922 -)

“*La crise de l’identité culturelle des francophones québécois*”. Un article publié dans la revue **L’Action nationale**, vol. 80, n° 5, mai 1990, pp. 654-683.

M Marc-Adélarde Tremblay, anthropologue, retraité de l’enseignement de l’Université Laval, nous a accordé le 4 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.



Courriel : matrem@microtec.net ou matremgt@globetrotter.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”

Édition numérique réalisée le 21 mai 2006 et révisée le 15 novembre 2017 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

[Résumé](#)

[Le niveau institutionnel](#)

- Les francophones hors-Québec
- Les francophones québécois
- L'État-nation
- La langue, un des éléments de la culture

[Le vécu des Québécois d'ascendance française](#)

- Des divergences de vues significatives
- L'évolution politique
- La société québécoise traditionnelle
- La paroisse et la région
- De 1940 au Parti québécois
- Le Québec des années 80
- L'industrialisation québécoise
- À l'origine de la Révolution tranquille
- L'éclatement des cadres de la cohésion sociale
- Le désenchantement péquiste
- La crise d'identité culturelle

[Les axes de la reconstruction de la fierté collective](#)

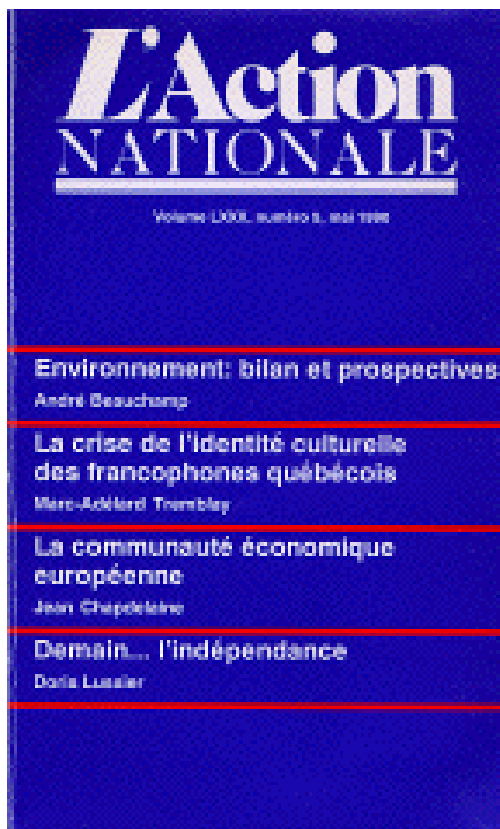
- Une prise de conscience ravivée
- Une connaissance approfondie de l'histoire
- Les fondements renouvelés des projets d'avenir
- L'émergence de nouvelles solidarités et appartenances

[Conclusion](#)

[Bibliographie](#)

Marc-Adélaré Tremblay (1986)

“La crise de l’identité culturelle
des francophones québécois”



Un article publié dans la revue **L'Action nationale**, vol. 80, n° 5, mai 1990, pp. 654-683.

Marc-Adélarde Tremblay (1922 -)

“La crise de l’identité culturelle des francophones québécois”.

Un article publié dans la revue **L’Action nationale**, vol. 80, n° 5, mai 1990, pp. 654-683.

Résumé

[Retour à la table des matières](#)

L'article de monsieur Tremblay se situe dans le prolongement des travaux qu'il a publiés sur le sujet en 1983 et en 1985. Déjà, dans la revue d'octobre, l'auteur observait les plus importantes mutations sociales de la morphologie québécoise. Il notait que ces changements mettaient en lumière les difficultés qu'éprouvent les individus à reconnaître les choix collectifs de la société. Dans la revue de décembre, monsieur Tremblay affirmait que les traditions assurent la survie d'un groupe ethnique. Il mettait en lumière que le changement et la tradition sont deux univers en opposition.

Aujourd'hui, monsieur Tremblay analyse la crise de l'identité culturelle des francophones québécois au niveau des institutions et du vécu dans la quotidienneté. Il souligne que la langue dans une civilisation n'est qu'un des éléments de la culture. Il présente une vue panoramique du vécu des Québécois d'ascendance française. Il examine l'évolution politique des cinquante dernières années. Il propose quelques principes de base à respecter pour reconstruire la fierté collective : prise de conscience, connaissance approfondie de l'histoire, fondements renouvelés des projets d'avenir et émergence de nouvelles

solidarités et appartenances. Ces diverses orientations culturelles ont l'avantage de surgir de la base plutôt que d'être imposées artificiellement par le haut.

Le niveau institutionnel

[Retour à la table des matières](#)

Les principes de l'identité culturelle, les frontières et les institutions ethniques ainsi que l'ensemble des phénomènes reliés à l'ethnicité, sous l'angle de la vie collective, m'apparaissent comme des outils de lecture suggestifs dans l'examen des conséquences des mutations sociales dans la mesure où ils traduisent finement les nombreuses tensions qui s'exercent entre identité individuelle et identité collective, entre pratiques idiosyncratiques et tendances institutionnelles et entre résistance aux changements et processus acculturatifs. L'oscillation entre ces pôles multiples obéit pour ainsi dire à des faits de civilisation qui agissent, à la manière soit de freins, soit de pressions tant au niveau collectif qu'individuel. Par leur analyse je serai peut-être en mesure de découvrir en quoi et comment ils changent l'image que nous avons de nous-mêmes en tant que collectivité, nos styles de vie et les représentations sociales que nous nourrissons par rapport à notre avenir collectif.

Les francophones hors-Québec

Tout en améliorant l'utilisation du français dans les services publics, les politiques sur le multiculturalisme et le bilinguisme de l'État fédéral n'ont pas réussi à juguler, durant la décennie 1971-1981, la minorisation des francophones au Canada. Par ailleurs, ce ne sont pas les quelque cent cinquante mille anglophones enregistrés dans les classes d'immersion française à l'échelle du Canada tout entier qui pourront renverser cette tendance ou qui pourront consolider la valeur numérique des francophones du Québec. Bien au contraire, tout intéressant que soit cet engouement pour la civilisation française, les franco-

phones hors Québec perçoivent leurs concitoyens francophiles comme de sérieux concurrents de demain, embarrassants même, pour occuper les postes bilingues de l'État central.

Les francophones québécois

Par ailleurs, les Québécois d'ascendance française ont maintenu leur importance relative à l'intérieur de la Province, soit à peu près quatre-vingts pour cent de la population totale. Cette stabilité dans la proportion relative des francophones par rapport aux autres groupes ethniques n'est pas nécessairement un indice de vigueur, car elle s'accompagne d'un éclatement des institutions ethniques et d'un affaiblissement des principes de l'identité ethnique (Tremblay 1983).

Si on postule que la conscience nationale prit naissance au milieu du dix-neuvième siècle, c'est à ce moment-là que l'Église et la paroisse, l'école confessionnelle catholique et la famille élargie de nature patriarcale ont été considérées comme les principales institutions ethniques. Elles ont constitué aussi les assises dominantes d'une vision spiritualiste du monde et d'une organisation sociale ruraliste et théocentrique, au sein de laquelle une abondante main-d'œuvre formait la principale force de production économique et était le moteur central de la reproduction des patrons culturels.

L'État-nation

Avec la naissance d'un nationalisme de conservation qui se transforma, au fil des ans, en nationalisme d'affirmation d'abord, puis en État-nation au moment de l'arrivée du Parti québécois au pouvoir (novembre 1976), les principes de l'identité culturelle des Québécois francophones, en tant que peuple distinct, se sont graduellement déplacés des institutions ethniques à l'État-nation. Ce transfert d'identité, surtout dans les dernières étapes, fut à mon sens beaucoup trop brusque et sans pensée directrice, si on considère les répercussions négatives qu'il a entraînées.

Loin de combler les aspirations nationales et les espérances collectives, l'État-nation de la francophonie québécoise a dû se confronter à de dures réalités dans les relations fédérales-provinciales et a dû af-

fronter les aléas de la crise économique, deux séries d'événements majeurs qui l'ont obligé à prendre des décisions politiques et administratives fort impopulaires, surtout auprès de ses clientèles les plus partisans. Cette conjoncture suscita une sorte de désenchantement vis-à-vis de l'État-nation - que certains observateurs de la scène politique ont qualifié de « déprime collective » - compromettant du même coup les fondements de la communauté francophone sans que celle-ci puisse orienter son nouveau destin sur les institutions ethniques traditionnelles ni inventer des institutions de remplacement qui exerçaient un pouvoir d'attraction généralisé.

Cette dissociation se produisit au moment où l'espace social québécois subissait un envahissement de plus en plus massif et indifférencié de la culture de masse anglo-américaine. Ce mouvement a pris depuis plus d'importance à la suite de l'amorce récente de discussions sur le libre-échange avec les États-Unis. Ce double mouvement, c'est-à-dire, le repoussement de l'État-nation en tant que principe d'identité et d'affirmation nationales d'une part et, de l'autre, la pénétration à l'emporte-pièce de multiples éléments de la civilisation américaine, construit imperceptiblement une puissante structure d'aliénation collective de la culture d'origine.

La langue, un des éléments de la culture

Certains invoqueront le fait que le Québec a su, dans le passé, surmonter d'innombrables difficultés et qu'il saura, comme un Deus ex machina, se sortir à nouveau de cette impasse culturelle. D'autres, non moins optimistes et manifestant une mentalité d'assiégés, affirmeront : « Mais il nous reste encore la langue comme élément culturel distinctif et comme instrument d'affirmation ethnique, cela ne suffit-il pas ? » Cette conscience linguistique peut être atténuée dans sa portée réelle et symbolique, surtout quand on songe que la Loi 101 ne peut plus « imposer l'unilinguisme français » et que le gouvernement fédéral préconise le bilinguisme. Néanmoins, il est juste de penser que la Loi 101, tout en ne francisant pas le Québec, a produit chez l'élite intellectuelle et la classe moyenne une forte conscience linguistique (Gendron 1985).

Elle était sur le point d'acquiescer au Québec un statut social dominant, lorsque survint la décision de la Cour suprême déclarant inconstitutionnelle la « Clause Québec ». Il ne fait pas de doute que cet ancien et ce nouveau revers dans l'application des dispositions originales de la Loi 101 ébranlent le mouvement même d'un Québec français, mais aussi questionnent la volonté de ceux qui aspirent à demeurer français. Il est aussi exact de penser que la communauté francophone se conçoit toujours comme une communauté linguistique et que « le référent québécois » s'est mérité devant les instances normatives internationales une certaine légitimité. En revanche, les résultats de la Loi 101 sont mitigés par rapport à la francisation des entreprises et de l'affichage commercial et par rapport à l'amélioration, chez les membres de la génération francophone montante, de la qualité de la langue écrite et parlée.

Finalement, tout importante que soit la langue dans une civilisation particulière, elle ne représente qu'un des éléments de la culture. Lui attribuer la primauté, sinon l'exclusivité, des principes de l'identité ethnique reviendrait en quelque sorte à croire que c'est sur elle que ceux-ci se reposent et à prendre le contenant pour le contenu. Pour ce qui est de considérer la langue française au Québec comme un facteur de cohésion sociale entre les francophones, les diverses communautés culturelles et les autochtones, c'est lui attribuer une force dont elle ne dispose pas en ce moment. Sa puissance médiatrice et sa valeur intégrative sont plus nominales que réelles. Cela tient au fait que les parlants français sont eux-mêmes divisés par rapport à leurs orientations culturelles et que les valeurs qu'ils véhiculent sont fractionnées, diverses, voire ambiguës.

De plus, étant donné le fractionnement des identités et la diversité des allégeances culturelles (combien de parents seraient intéressés, par exemple, à envoyer leurs enfants à l'école anglaise, s'ils n'en tenaient qu'à eux?), les valeurs ethniques n'ont pas d'ancrage unitaire. À cela s'ajoute le poids de l'interculturel à l'école. Dans certains quartiers urbains, à tout le moins, ces pressions interculturelles se font de plus en plus sentir dans les systèmes de pensée et dans les relations sociales. Que dire, enfin, de l'affirmation de plus en plus prononcée des Communautés ethniques, récentes comme anciennes, à Montréal principalement, par rapport à leur volonté de participer plus pleinement au dé-

veloppement du Québec en tant que communautés à parts entières? Les chefs de file des communautés ethniques dénoncent avec vigueur les politiques dominantes visant à les contenir dans un ghetto folklorique. Ils revendiquent une représentation adéquate dans la fonction publique et parapublique. Sur le marché du travail, comme dans les univers de la vie quotidienne, ils combattent avec force et détermination les préjugés racistes et les visées ethnocentriques. Ils vivent au Québec, mais, comme on le sait, les racines ethniques des immigrants, leurs sources d’inspiration ainsi que la symbolique qui les exprime, appartiennent à la mère-patrie.

Dans les circonstances, la langue française demeurera tout au plus un moteur de rapprochement et contribuera à réduire les aires d’incompréhension. Considérer la langue française comme un ferment de cohésion sociale dans ce contexte multiethnique va bien au-delà de ce qu’elle peut offrir. Les préalables n’existent tout simplement pas!

Le vécu des Québécois d’ascendance française

[Retour à la table des matières](#)

En premier lieu, j’aimerais présenter une vue panoramique de l’espace socio-culturel québécois d’aujourd’hui dans le but de révéler les enjeux et les forces en présence. Je pourrai, par la suite, en donner la genèse et l’évolution sous l’angle de l’identité culturelle.

Il m’apparaît impossible de faire ressortir le vécu des Québécois francophones d’aujourd’hui, sans retracer l’histoire de leur peuplement le long des rives du Saint-Laurent au XVIIe siècle, sans reconstituer les principales structures institutionnelles qui ont encadré les modes de vie et les systèmes de valeurs, sans faire allusion aux principaux dynamismes de changement qui ont été décisifs dans l’évolution de la société québécoise vers la modernité et sans identifier les systèmes idéologiques qui ont assuré jusqu’à maintenant leur survivance. Ce tra-

cé me rend capable d'esquisser le profil des institutions, des valeurs et du vécu de cinq millions d'habitants qui se sont façonnés un profil ethnique original en empruntant des éléments de culture à trois civilisations distinctes : les nations autochtones (Inuit et Amérindiens) qui occupaient ce territoire avant la venue des Blancs ; les colons venus de plusieurs provinces de France au début du XVIIe siècle ont cherché à conserver en terre d'Amérique leurs traditions régionales ; et les diverses souches anglo-saxonnes qui se sont implantées au Québec, soit à la suite de la Conquête du Canada par l'Angleterre en 1760 ou durant la décennie qui a suivi l'Indépendance américaine (1775-1785), selon des styles analogues inspirés des institutions britanniques.

Le Québec est au centre et au cœur de la diaspora francophone canadienne et nord-américaine. Son histoire est remplie de surprises et de contradictions. En premier lieu, la survivance des Québécois d'ascendance française contredit les prédictions de Lord Durham qui, dans son célèbre (mais lugubre) rapport de 1839 sur la situation québécoise peu de temps après la rébellion des patriotes (1837-1838), prévoyait l'assimilation des Canadiens Français à brève échéance sous la pression des puissantes institutions britanniques. Le Québec français, un concept qui fit son apparition au début des années soixante-dix, ne s'est pas hissé, toutefois, au niveau des idéaux messianiques de l'abbé Lionel Groulx, un de ses plus ardents nationalistes, qui rêvait de convertir les esprits et les cœurs des francophones du Québec à une mission catholique et française de nature providentielle en terre d'Amérique.

Aujourd'hui, on perçoit l'Amérique du Nord en termes beaucoup plus réalistes. On se rend compte que la francophonie nord-américaine perd non seulement du terrain aux États-Unis et au Canada anglais, mais même au Québec, si on prend en ligne de compte dans ce dernier cas les transferts linguistiques du français à l'anglais à chaque nouvelle quinquennie. Comme on l'a vu, la proportion des francophones demeure stable malgré tout au Québec, tandis que celle des anglophones diminue au profit des communautés ethniques qui se sont établies ici depuis 1945. L'histoire du Québec est aussi celle des différentes tensions entre les deux principales communautés linguistiques (française et anglaise) qui ont constamment cherché à faire respecter leurs droits en tant que minorités ethniques : les francophones, dans

les structures institutionnelles du gouvernement central et les anglophones, surtout depuis l'arrivée du Parti québécois au pouvoir en 1976, au niveau de la province de Québec. Cette tension est plus vive que jamais en 1989, alors que les anglophones reprochent au gouvernement de Robert Bourassa les législations linguistiques instaurées par la Loi 178.

Des divergences de vues significatives

En tant que société globale, le Québec subit les secousses provoquées par sa situation bi-culturelle et polyclinique et par les divergences de vues qui s'expriment à l'intérieur de chacune des ethnies existantes sur le territoire par rapport à leur avenir dans un Québec moderne. Les revendications foncières des peuples autochtones, ainsi que la mise en place d'un processus d'auto-détermination, ainsi que les aspirations linguistiques et religieuses des autres ethnies, dans le cadre scolaire, en représentent des manifestations. Les divisions idéologiques des francophones québécois continuent de s'accroître. Si, dans le passé, l'unanimité s'était greffée spontanément sur la notion de survie, les concepts de revendication, de développement et de progrès (les conceptions de l'avenir ou les projets de société) se traduisent dans autant de visions différentes. La consultation référendaire de 1980 du Parti québécois, au sujet du mandat qu'il voulait détenir en vue d'amorcer le processus de la dissociation politique d'avec le reste du Canada, a démontré hors de tout doute que les francophones étaient divisés en deux factions d'égale importance numérique.

Les principaux éléments sur lesquels se sont greffées ces divergences de vues chez les francophones sont multiples, mais je ne mentionnerai que les plus importants, à savoir : a. le discours nationaliste qui a évolué d'une idéologie conservatrice à une idéologie de développement et de progrès ; b. les réformes gouvernementales et législatives qui ont fait de l'État un outil d'intervention économique et, social, ainsi que le principal levier d'épanouissement national (l'État-nation) ; c. les rôles des syndicats et des corps intermédiaires dans la définition de leurs champs respectifs de compétence, mais aussi dans leurs rapports avec le gouvernement ; et d. les réactions individuelles et collectives aux relations interculturelles, en général, et à la pénétra-

tion de plus en plus massive des techniques de masse anglo-américaines, en particulier.

L'évolution politique

Le Québec est demeuré rural et agricole jusqu'à la Seconde guerre mondiale en se tenant à l'écart. L'idéologie dominante d'alors justifiait cette fermeture par la nécessité pour les francophones de sauvegarder leurs traditions religieuses, linguistiques et familiales. Cette orientation culturelle, surtout préconisée par les élites religieuses qui conservaient une solide emprise sur la bourgeoisie et le peuple, allait maintenir, du même coup, le Québec français dans une position d'infériorité dans les domaines scientifique, industriel et commercial. L'urbanisation et l'industrialisation du Québec ont progressé à un rythme si rapide durant la Seconde guerre mondiale que la « Belle province » s'intégrait définitivement dans l'espace économique et socio-politique nord-américain.

Il est nécessaire de remarquer, toutefois, que les mentalités n'ont pas épousé le même tempo d'évolution que les structures industrielles et commerciales. Ce constat n'échappera pas au rusé Maurice Duplessis qui, dès son retour au pouvoir en 1944, ne manquera pas de préconiser durant quinze ans (1944-1959) un retour aux valeurs du passé qui, à ses yeux, avaient été profanées par l'avancement technique, la pénétration des valeurs universelles et l'entrée des femmes sur le marché du travail. Une idéologie de « rattrapage » soutiendra les élans de la « Révolution tranquille » sous Jean Lesage (1960-1966) et les gouvernements qui suivirent. Les principes directeurs de cette transformation planifiée se détourneront et s'établiront en réaction à une idéologie conservatrice, produiront un rajeunissement de l'appareil étatique et gouvernemental et instaureront une réforme sociale d'envergure dans les domaines de l'éducation, des affaires sociales (santé, bien-être et sécurité sociale) et des richesses naturelles (la nationalisation de l'électricité).

Qui plus est, elles s'aligneront aussi sur un horizon prospectif où le Québec, tout en conservant la fierté de ses origines, se mériterait une plus grande autonomie dans la gestion de ses affaires publiques et se ferait remarquer par l'excellence de ses réalisations techniques et

culturelles. Le développement hydro-électrique de la Baie James (appelé par certains « le projet du siècle »), l'Exposition universelle de 1967 à Montréal, les Olympiades de 1976 dans la ville « aux cent clochers », les Florales internationales de Montréal, la venue des Grands voiliers à Québec en 1984 sont autant d'événements spectaculaires qui placent les nouvelles facettes de la personnalité du Québec sous un éclairage international.

Le 15 novembre 1976 représente un autre moment historique d'importance. Le Parti québécois propose de nouvelles orientations politiques et d'audacieux projets de développement qui suscitent l'assentiment de la majorité des francophones. La crise économique de 1981-1983 projettera une ombre sur ce tableau rempli de promesses, sèmera la consternation chez les jeunes qui sont particulièrement touchés par le chômage et ternira l'image du Parti québécois. Le Québec s'est trouvé placé dans une situation où il doit se redéfinir à partir de la multiplicité de ses composantes et d'une intégration encore plus entière dans l'univers nord-américain. Le projet d'une économie de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ne fait qu'accentuer des tendances déjà existantes depuis plusieurs décennies. La crise d'identité des francophones du Québec se double d'une crise de finalité. Comment cela s'est-il produit? Pour répondre à cette question, il me faut établir deux profils culturels du Québec, l'un se rapportant à la société traditionnelle québécoise et l'autre, à la société québécoise des années quatre-vingt alignée sur l'horizon de l'an deux mille.

La société québécoise traditionnelle

La colonisation française du Québec s'est répartie le long du fleuve Saint-Laurent et des autres cours d'eau. Ce mode d'établissement (lots de rivière en contiguïté), ainsi que la distribution territoriale de premières vagues de peuplement sur des propriétés riveraines, constituaient une réponse adaptée aux impératifs du milieu, à savoir, la rigueur du climat, le transport maritime et la protection contre l'intrusion des ennemis. Une fois les concessions riveraines épuisées, les habitations se sont déplacées vers l'intérieur où elles se sont regroupées pour former « le rang ». Ce mode d'établissement typique des premiers colons nécessita la construction de chemins et de route qui re liaient les peuplements de l'intérieur aux voies riveraines et centres

villageois. Cette homogénéité du peuplement rural persistera jusque vers le milieu du XIXe siècle et sera rompue par l'apparition d'agglomérations urbaines et industrielles.

Les colons se sont établis sur des lots de ferme qu'ils ont cultivés à l'aide d'un outillage rudimentaire, lequel nécessitait une abondante main-d'œuvre (les membres de la famille élargie) pour effectuer les travaux spécifiques de chacune des saisons. La forêt et l'agriculture seront deux industries complémentaires qui permettront à chacune des unités de production vivant sur des terres de pratiquer une agriculture d'autosuffisance, c'est-à-dire, un type d'économie qui permet de subvenir à l'essentiel des besoins économiques de tous ceux qui vivent sous un même toit et restreint les déboursés monétaires à leur strict minimum. On profitera des moments creux du cycle de la production agricole (primauté de l'agriculture) pour exploiter les lots forestiers. Les revenus provenant de cette activité d'appoint permettront l'amélioration de l'outillage agricole, l'accroissement du cheptel et l'agrandissement des superficies en culture.

Lorsque les terres de la plaine du Saint-Laurent ne seront plus en mesure d'assurer l'établissement des jeunes ruraux (succession par ordre de primogéniture, faible superficie des terres en culture, absence d'industries rurales pour absorber le surplus de main-d'œuvre), ceux-ci émigreront, dans un premier temps, vers les villes du Québec, puis, à partir du milieu du XIXe siècle, vers les petites villes manufacturières des États de la Nouvelle-Angleterre et, enfin, au XXe siècle, vers les centres urbains du Canada central et les régions inexploitées des provinces de l'Ouest canadien. L'émigration des francophones vers les États-Unis, en vertu de son ampleur, fut considérée par les chefs de file nationalistes comme une véritable « saignée démographique » de la nation canadienne-française.

La paroisse et la région

Le village et le rang servent de fondement territorial à l'organisation d'une seule unité religieuse, la communauté paroissiale, qui regroupe tous ses membres sous un même clocher, sous la houlette du curé qui en assume la complète responsabilité. La vie paroissiale perméabilise tous les aspects de la vie des résidants, croyances et, pra-

tiques religieuses, besoins et activités économiques, relations familiales et sociales, systèmes de pensée et modes de vie. La paroisse est une communauté au sens plein de la notion et le curé en est le chef le plus prestigieux. Car, tout comme le patriarche qui assume la direction familiale sous son autorité, le curé détient lui-même son autorité de Dieu et son pouvoir de direction s'étend à tous les domaines de la vie religieuse et civile. Il est assisté, dans ses fonctions, par les membres de la bourgeoisie locale (les professionnels, les industriels et les commerçants et les paroissiens qui ont de l'instruction) qui lui sont totalement dévoués.

L'existence de nombreuses unités paroissiales à l'intérieur d'une même région géographique, qui entretiennent entre elles des liens religieux, économiques et sociaux, a été à l'origine de l'apparition des mentalités régionales. Tant et aussi longtemps que les régions du Québec ont été isolées les unes des autres et que les populations qui y vivent se sont mariées entre elles selon des schémas endogamiques qui accordent les préférences matrimoniales aux seuls habitants de la région, elles demeureront des unités socioculturelles significatives. Car elles seront des facteurs d'appartenance ; elles créeront de multiples formes de solidarité sociale ; elles susciteront, enfin, des unanimités dans les conceptions de la vie et dans les visions de l'avenir.

À partir de la moitié du XIX^e siècle, toutefois, les régions du Québec sont greffées entre elles par une idéologie nationale qui valorise l'ascendance française et la force morale des ancêtres, qui raffermiront le caractère indissociable de la foi et de la langue dans la sauvegarde des coutumes religieuses et familiales de l'ethnie et qui consacrent la mission messianique des francophones du Québec en terre nord-américaine. Si les anglophones du Québec ont le sens des affaires et celui de la réussite financière, les francophones, eux, sauront se mettre en évidence par la fidélité au passé, par le respect absolu de leurs chefs de file et des orientations culturelles qu'ils préconiseront et par l'interprétation des événements et leurs expériences personnelles à la lumière de la volonté de la divine Providence. La survie ethnique sera édifiée sur deux bases inaltérables : le repli sur soi-même à l'intérieur de frontières ethniques bien délimitées et le maintien intégral des coutumes et traditions associées à la foi catholique romaine et à la culture française.

De 1940 au Parti québécois

Ce nationalisme de conservation se maintiendra jusque vers 1940. Le conflit mondial de cette époque fera éclater les frontières ethniques du Québec par le fait qu'il accentuera l'industrialisation et l'urbanisation, qu'il favorisera la pénétration des moyens de communication de masse largement dominés par la culture anglo-américaine (cinéma, radio et magazines à grand tirage), qu'il suscitera des contacts de civilisation entre individus appartenant à différentes cultures. De plus, on assistera à l'entrée massive des femmes sur le marché du travail (pénurie de main-d'œuvre masculine), à la consolidation de l'économie de salariat et à l'apparition des besoins élastiques de la société de consommation.

Si la Seconde guerre mondiale a suscité l'ouverture du Québec aux préoccupations mondiales et a favorisé son insertion plus complète dans l'espace nord-américain, elle a, en revanche, forcé l'intégration plus entière des Québécois francophones dans le système socio-politique canadien, au moment où Ottawa adoptait des mesures législatives et administratives de centralisation justifiée par l'obligation morale de la sauvegarde de la liberté et par la nécessité d'assurer une participation mieux coordonnée des différentes provinces canadiennes à l'effort de guerre des Forces alliées. Les mesures fédérales de centralisation des pouvoirs seront interprétées par les divers gouvernements québécois qui se succéderont comme étant de sérieux accroc à l'autonomie provinciale et aux droits constitutionnels du Québec. Élu en 1944 à la tête d'un gouvernement de l'Union nationale, Duplessis se servira de cette usurpation des droits du Québec comme son principal cheval de bataille pour légitimer ses revendications provinciales et pour préconiser la nécessité d'un retour aux sources, préparant ainsi le terrain à l'instauration de politiques gouvernementales visant à raffermir le caractère catholique (sa dévotion à saint Joseph est bien connue) et français de la « Belle Province ». C'est sous son règne que le Québec adoptera son emblème national, le drapeau fleurdelisé. Son programme politique trouvera, dans le clergé, un précieux allié. En effet, les autorités religieuses n'étaient pas insensibles à la nécessité de revaloriser les communautés paroissiales et familiales et à celle aussi

de conserver le caractère confessionnel de l'école, car cette dernière et celles-là représentaient les institutions ethniques fondamentales de la francophonie québécoise.

En 1960, Lesage prend le pouvoir à la tête d'une équipe libérale « du tonnerre » à l'aide du leitmotiv : « Faut que ça change ». Il prône un nationalisme d'affirmation de soi (« Soyons maîtres chez nous ») et d'un vouloir-vivre collectif en vue de la modernisation des institutions québécoises. Il mettra de l'avant une stratégie politique pluraliste et novatrice dont les composantes majeures renvoient à une ouverture sur le monde, une utilisation planifiée des richesses naturelles, une modernisation des structures gouvernementales et bureaucratiques, la nationalisation de certaines richesses naturelles, une complète socialisation des principaux risques de la vie, une démocratisation de l'instruction, ainsi qu'une valorisation des carrières scientifiques, industrielles et administratives. Son programme d'action politique recevra d'emblée l'appui des élites montantes (celles-ci déplaceront graduellement les élites cléricales et bourgeoises) et des classes laborieuses, ces dernières y voyant une première occasion d'émancipation sociale.

Avec l'arrivée d'un parti voué, jusqu'à la venue de Pierre-Marc Johnson en tout cas, à la complète autonomie politique du Québec, les francophones institutionnalisent le concept de l'État-nation. Au terme d'une lente évolution, vieille d'un peu plus d'un siècle, la francophonie québécoise aura son gouvernement à l'Assemblée législative qui prendra le nom d'Assemblée nationale. De novembre 1976 à décembre 1985 (le retour de Bourassa), ce gouvernement a endossé des politiques et voté des lois qui favorisèrent les francophones et sauvegardèrent le caractère français de la province. La Loi 101, version péquiste, par exemple, malgré ses avatars, s'est avérée un précieux outil de progrès de la francophonie.

Le Québec des années 80

Voyons maintenant comment le Québec moderne se distingue nettement de son profil antérieur. Comme je l'ai mentionné plus haut, l'idéologie de la survivance arrimée au passé sera remplacée par une idéologie de rattrapage orientée vers l'avenir et l'horizon comparatif sera le Canada anglais. Les principes et les directives sont clairs. Les

francophones du Québec doivent acquérir les compétences nécessaires pour accéder aux postes d'importance dans les structures industrielles, financières et commerciales de la province et du Canada. Ils doivent construire les outils de leur développement économique et de leur promotion sociale, visant de cette manière à rejoindre le niveau d'avancement de la province la mieux nantie, l'Ontario.

L'État-levier est perçu comme l'appui par excellence de cette planification économique et de ce progrès social. Le Québec se sent prêt à appuyer désormais sa révolution culturelle sur des principes et des pratiques modernes. Cette tendance se traduira dans une participation de la collectivité tout entière (prise de conscience nationale), la mise en commun des richesses naturelles par la nationalisation, la protection collective contre les principaux risques de la vie afin de maximiser la sécurité sociale des citoyens et une planification à long terme des objectifs souhaités.

Une troisième phase idéologique, celle de l'affirmation nationale, coïncide avec l'arrivée au pouvoir à Québec d'un parti souverainiste (souveraineté-association). Le Parti québécois devient ainsi le principal fondement de l'identité ethnique des francophones, une institution ethnique (l'État-nation) supérieure qui déplace toutes les autres. Ce parti se donnera comme tâche prioritaire la promotion de la culture française et la mise de structures et de mesures devant permettre l'épanouissement national et devant conduire imperceptiblement, mais inévitablement, à l'autonomie politique complète.

Bien que l'évaluation générale de la Révolution tranquille soit de nature positive, l'État-levier du gouvernement Lesage n'a pas réalisé son principal objectif, soit celui de faire reconnaître le Québec par Ottawa comme une province différente des autres provinces de la Confédération canadienne. (En 1989, le Québec, de ce point de vue, est encore à la même ligne de départ!) Cette absence de reconnaissance constituera, en dernière analyse, la pierre d'achoppement dans les négociations du Québec avec l'État fédéral dans le but de réapproprier des droits et prérogatives perdus à l'occasion du conflit mondial 1939-1945 et d'obtenir la pleine reconnaissance de droits pleinement consentis par les Peuples fondateurs dans l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Avec un certain recul, on peut affirmer que le gouver-

nement Lesage a voulu trop embrasser, trop vite et que son type de planification s'appuyait insuffisamment à la base sur les clientèles à desservir, comme je l'ai illustré ailleurs (Tremblay 1987) pour les services psychiatriques. Dès lors, il n'est pas étonnant que la population québécoise ne l'ait pas complètement suivi dans ses initiatives de revendication et de planification sociale. Aussi se sentira-t-elle incapable de l'appuyer à l'élection de 1966 et l'Union nationale, sous la direction de Daniel Johnson, reprendra le pouvoir. À la limite, on peut penser que ce sont ces désenchantements par rapport à des attentes trop grandes et une réaction de l'électorat à la corruption politique qui regrouperont, puis consolideront, les expressions d'un nationalisme d'affirmation nationale orienté vers le développement économique et l'autodétermination politique. Étant maître de sa propre destinée, le Québec aurait ainsi ses coudées franches pour construire son avenir.

L'industrialisation québécoise

La première phase de l'industrialisation québécoise se produit vers la fin du XIXe siècle, alors que se développèrent l'industrie des pâtes et papier, l'industrie du textile, ainsi que l'industrie minière. Une deuxième phase de développement industriel prit la forme de développements hydroélectriques et connut une expansion considérable durant la Seconde guerre mondiale avec la construction de nombreuses industries de guerre dans les différentes régions du Québec. Une troisième phase s'amorça au moment où le Québec entreprit le harnachement de plusieurs rivières du Grand nord québécois. La province qui avait 60% de sa population résidant dans les milieux ruraux au tournant du siècle n'en a guère plus de 18% aujourd'hui. Près de la moitié de la population urbaine vit dans le grand Montréal métropolitain. L'insertion du Québec dans l'espace économique nord-américain s'est donc accompagnée d'une industrialisation et d'une urbanisation progressive du milieu. La croissance industrielle s'est réalisée grâce surtout aux capitaux britanniques, américains et anglo-canadiens.

La gérance de ces entreprises fut confiée à un personnel qualifié et compétent, originaire des pays investisseurs. Il en fut de même pour les scientifiques et les techniciens. Les « gens du pays » ne pouvaient accéder à ces postes et y exercer les fonctions qui y correspondent, n'ayant pas reçu l'apprentissage nécessaire. Jusqu'au moment de la

mise en application des recommandations du Rapport Parent (la Commission Parent exerça son mandat de 1961 à 1966) et de la création d'un ministère de l'Éducation (1964), une fraction minime des francophones (6% à peu près) accédaient à des études post-secondaires et la très grande majorité d'entre eux s'orientaient vers des professions libérales. L'absence des Québécois francophones à ce moment-là dans les postes-cadres de l'industrie et du commerce s'explique, en bonne partie, par cette mésadaptation du système scolaire.

Rappelons que l'idéologie de conservation prêchait le retour à la terre et dépréciait la vie à la ville et le travail industriel comme étant des conditions d'assujettissement. L'agriculture et la vie à la campagne, pour leur part, étaient conçues comme étant les cadres les plus propices au maintien des vertus ancestrales, à la conservation des richesses patrimoniales et, en définitive, à la lutte tenace contre l'envahissement de l'étranger. Toutefois, étant donné le caractère de plus en plus urbain du Québec, le clergé dut reconnaître ouvertement qu'il existait des contingents d'ouvriers à la ville qui exigeaient des structures de protection contre les abus d'un patronat parfois véreux. D'un autre côté, même s'ils n'étaient pas toujours satisfaits de leurs conditions de travail, les employés se devaient d'obéir à leurs employeurs et être respectueux de leurs directives. C'est dans ce contexte de contradictions que naquirent, au début du siècle, des syndicats ouvriers catholiques, voués à la défense des droits des travailleurs salariés en s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église dont les encycliques reflétaient les positions les plus fondamentales.

À l'origine de la Révolution tranquille

Graduellement, mais surtout à partir de 1920, certains individus d'avant-garde se mirent résolument à la recherche de nouvelles orientations idéologiques qui tiendraient davantage compte des conditions économiques et sociales existantes au Québec. C'est ainsi qu'apparurent des facultés de Sciences à l'Université Uval et à l'Université de Montréal et que fut fondée l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (l'ACFAS). Le Québec voulait maintenant s'insérer dans le champ scientifique, tout comme les autres nations modernes l'avaient fait avant lui, presque cinquante ans après le Canada anglais (Tremblay 1984).

La Grande dépression économique des années trente provoqua un temps d'arrêt dans l'évolution québécoise et mit en relief, par l'apparition d'une classe prolétarienne en chômage, la grande vulnérabilité des francophones québécois aux changements technologiques et industriels en cours. Au Québec, cette crise économique, tout en permettant aux Canadiens Français de se serrer les coudes et de s'entr'aider (Tremblay 1976), fit éclater le Mythe de la possession tranquille de la vérité qui a caractérisé l'obscurantisme de la période traditionnelle. Quelques intellectuels et individus d'action se mirent à proposer des réformes, tantôt à caractère économique, tantôt à caractère social. Toute cette effervescence produisit ses effets au moment de la Seconde guerre mondiale. Le Québec se sentait alors mieux préparé pour tirer avantage des retombées économiques de l'effort de guerre et pour annoncer des réformes sociales qui s'implanteront dans les années soixante.

Mentionnons que c'est durant ces années de crise économique que le père Lévesque fonda la faculté des Sciences sociales de Laval (1938). Les diplômés de cette faculté, sous le régime Duplessis (1944-1959), deviendront les principaux critiques de son style autoritaire et de ses vues retardataires et jetteront les bases idéologiques de la « Révolution tranquille ». Un certain nombre d'entre eux en deviendront les principaux artisans. Le nationalisme qu'ils affichent se fonde sur la fierté de leurs origines, mais il est principalement branché aux promesses de l'avenir. Le discours de cette période porte sur le fait que le Québec doit entrer carrément dans l'ère moderne et profiter le plus totalement possible des progrès économiques, techniques et sociaux qui l'accompagnent. Autant le Québec francophone avait été reconnu, jusqu'alors, par son excellence dans les domaines des arts et des lettres, autant il se devait de nourrir l'ambition d'exceller dans les sciences, y compris les sciences sociales, et dans le monde des affaires.

L'éclatement des cadres de la cohésion sociale

Les mutations sociales qui ont accompagné les transformations du Québec français, soit dans les structures institutionnelles, soit dans les comportements collectifs et individuels, n'ont pas produit uniquement des effets bénéfiques. Il existe, en ce moment, une mise en question

des institutions sociales, des orientations culturelles concurrentes et discordantes et une multiplicité de discours se rapportant aux contenus de l'identité ethnique et aux principes sur lesquels elle doit reposer.

Il s'est établi une coupure entre les traditions d'autrefois et celles d'aujourd'hui, lesquelles découlent de nouvelles préoccupations. Cette dissociation culturelle se reflète dans l'abandon des pratiques religieuses traditionnelles (surtout par les adolescents), dans l'éclatement du système familial, dans l'émergence de valeurs matérialistes reliées à la société de consommation et dans une absence d'intérêt pour les organisations vouées aux aspirations ethniques. Il est à noter que ces ruptures apparaissent par rapport à des éléments de civilisation qui, jusqu'à ces dernières années, avaient assuré la viabilité ethnique des Québécois francophones.

Aux discontinuités que je viens d'évoquer il faut ajouter l'incorporation, dans les habitudes de vie de la majorité, d'une idéologie de confrontation qui caractérise les rapports entre groupes interdépendants tels que ceux qui existent entre l'État et les citoyens, entre les patrons et les ouvriers, entre les enseignants et les élèves, entre les parents et les enfants et entre les hommes et les femmes. Cette déperdition d'éléments traditionnels (le respect de l'autorité et l'obéissance aux directives de ceux qui détiennent le pouvoir, une vision spiritualiste du monde, et ainsi du reste) s'accompagne d'une acceptation quasi-inconditionnelle de valeurs de base et de comportements.

À ces transferts dans le profil ethnique se surajoutent de continues pressions venant de l'impérialisme culturel anglo-saxon (l'informatique et ses logiciels qui traduisent d'autres systèmes et d'autres modes de pensée, la télévision à péage qui accélère la pénétration d'une mosaïque de valeurs nouvelles véhiculées par des programmes en langue anglaise, les moyens de communication de masse qui resserrent de plus en plus leur étau sur l'îlot culturel francophone) pour susciter d'autres substitutions dans les principes de l'identité ethnique et dans les orientations culturelles. La France elle-même et les autres pays de la francophonie se sentent menacés par l'envahissement de la culture américaine. Il est alors facile de comprendre pourquoi une si petite unité culturelle que le Québec, voisin du géant américain et ayant noué avec lui toute une série d'inextricables relations commer-

ciales, économiques et industrielles depuis déjà fort longtemps, soit si vitalemment menacée dans ses fondements et dans sa légitimité. Cette perception, toutefois, n'est que celle d'une petite minorité.

Cette crise identitaire est exacerbée, en quelque sorte, par la mise en question de l'État-Providence (la privatisation d'entreprises nationalisées et de sociétés d'État, une révision des mesures de sécurité sociale dont les allocations sociales, l'assurance-chômage, l'assurance-maladie et d'autres régimes sociaux) et par les désenchantements vis-à-vis de l'État-nation qui a été mis en veilleuse par l'arrivée des libéraux au pouvoir en décembre 1985. Parlons, en premier lieu, de la contestation de l'État-pourvoyeur pour nous attarder, par après, à la déconfiture du Parti québécois devant l'électorat québécois. Le gouvernement Bourassa s'est fait élire en promettant de réduire la dette publique du Québec et de créer de nouveaux emplois pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, tout en rétablissant, selon sa problématique, des relations plus « normales » avec le gouvernement central de M. Brian Mulroney. Au pouvoir, il s'est affairé à réduire les dépenses de l'État en établissant des comités de travail pour établir une stratégie d'ensemble pour mieux s'accommoder aux conditions économiques nouvelles et à l'idéologie implicite du parti. Il s'agit de favoriser l'entreprise privée et d'instaurer une nouvelle conception de l'État, soit l'État-entrepreneur qui doit faire la démonstration de la rentabilité des entreprises sous sa gouverne, selon le modèle de l'offre et de la demande. Tout est mis en oeuvre pour que les dépenses gouvernementales correspondent, en gros, à ses capacités effectives d'honorer la note.

Le désenchantement péquiste

Venons-en aux désenchantements auxquels je me réfèrais plus tôt. Il faut revenir quelque peu en arrière, à la crise économique du début des années 80. Pour réduire le volume de ses dépenses, le gouvernement de M. Lévesque, en 1982, a voté des mesures législatives et administratives impopulaires, tout particulièrement auprès de ceux-là mêmes qui l'avaient porté au pouvoir, c'est-à-dire, les jeunes, les nouvelles classes moyennes, les employés de la fonction publique et parapublique, les assistés sociaux, les étudiants et les professeurs.

En voulant, par ailleurs, régimenter l'évolution de l'identité nationale de la francophonie, par une vision restrictive de la réalité socio-culturelle (le comité partisan des politiques ethniques), le Parti québécois a obtenu des résultats pour le moins controversés. Tout s'est passé comme si l'utilisation d'un outil de développement économique, de promotion sociale et d'épanouissement national avait produit des résultats qui sont à l'opposé de ceux qui étaient recherchés. Comme l'État-nation était devenu graduellement le symbole exclusif d'identité nationale et d'affranchissement collectif, les contestations dont il fut l'objet, non seulement chez ceux qui s'objectent à la sécession politique, mais aussi chez certaines clientèles partisans, produisirent des répercussions négatives sur l'identité ethnique et embrouillèrent encore davantage les orientations culturelles qui devaient pourtant se traduire dans des stratégies de survivance et de progrès de la francophonie.

On peut analyser l'échec du gouvernement péquiste par un autre biais, soit celui de la société globale. De par ses fonctions de gouvernance dans une société pluriethnique, l'État-nation des Québécois francophones ne fut pas en mesure de promouvoir exclusivement les intérêts nationaux de ses habitants d'ascendance française. Il a dû gérer les affaires de la province dans le meilleur intérêt de tous ses citoyens, c'est-à-dire, en veillant aux intérêts (c'est à dessein que je n'utilise pas la notion de droit) des autres groupes ethniques résidant au Québec. La communauté francophone est elle-même divisée par rapport à son avenir et aux stratégies à déployer pour l'assurer et chacune des factions existantes exerce des pressions auprès du gouvernement pour qu'il légifère dans un certain sens et administre selon un certain style. Bien que les intérêts dominants des francophones aient eu pré-séance, en général, sur ceux des autres communautés ethniques et des peuples autochtones, l'ambiguïté des mandats des gouvernements Lévesque et Pierre-Marc Johnson (saine gestion des affaires et l'amorce du processus devant mener le Québec à l'indépendance politique) a produit des insatisfactions et des critiques chez les francophones et les non-francophones.

La crise d'identité culturelle

Cette conjoncture étatique a rendu les Québécois francophones plus vulnérables encore aux pressions envahissantes de l'américanisme. Cette position précaire est précisément le lot des générations montantes dont les enracinements ethniques sont d'une grande fragilité. Le chômage des jeunes, ainsi que les difficultés qu'ils éprouvent à s'intégrer sur le marché du travail, dans une fonction productive stable, a suscité chez eux une démobilisation à caractère généralisé. Ils ont adressé à de multiples reprises à leurs aînés, par leurs représentants autorisés, des blâmes d'imprévoyance et d'irresponsabilité sans qu'aucun changement notable ne survienne. Le *primo vivere* prend la préséance sur toute autre préoccupation, y compris celle de la sauvegarde de l'ensemble du patrimoine culturel dont ils sont les principaux héritiers.

La modernisation des institutions québécoises, ainsi que l'intégration de plus en plus prononcée du Québec dans l'espace socioculturel américain, suscitent des conflits de valeur chez l'ensemble des francophones. Cette crise de valeurs au Québec, mais aussi à l'échelle du Canada tout entier sur une base différente (Harold Coward et al. 1986), surgit dans un contexte socio-politique nouveau (la déréglementation, la privatisation, la révision de la législation linguistique et des lois ouvrières pour ne mentionner que ces projets récents), où les valeurs ethniques, en particulier, sont exemplifiées par plusieurs modèles différents.

Tout ceci se répercute sur l'image collective de soi, les modes de vie et les projections par rapport à l'avenir, trois univers où se joue l'avenir des francophones. Est-il trop tard pour effectuer un redressement de la situation ? Je ne le crois pas. Peut-on alors proposer des mécanismes susceptibles d'édifier l'identité ethnique nouvelle de la francophonie québécoise ? Oui, à tout le moins sur une base provisoire, en tenant compte de la conjoncture actuelle et des acquis des sciences humaines dans les domaines de l'intervention et de l'action dirigée. Je suis conscient de tous les risques et embûches que comporte semblable esquisse. Le maintien de la francophonie québécoise en terre américaine en vaut le coût !

Les axes de la reconstruction de la fierté collective

[Retour à la table des matières](#)

Si on accepte le postulat que la sauvegarde du fait français au Québec est un idéal à poursuivre avec vigueur ; si on accorde une valeur suffisante à l'hypothèse de travail (que j'ai documentée tout au long de cette reconstruction) selon laquelle l'identité québécoise est en péril et que les francophones d'ici traversent une des crises les plus importantes de leur histoire ethnique, il vaut alors la peine de se demander s'il existe quelques principes de base à respecter dans la reconstruction de principes d'identité essentiels à l'évolution nationale. Est-il possible de prétendre, par ailleurs, que dans certains univers sociaux des appartenances et des solidarités sont en train de se nouer qui seraient en quelque sorte annonciatrices de faits sociaux nouveaux (de nouvelles tendances) capables de susciter des regroupements plus larges et des actions Collectives Plus générales? J'entends répondre à ces deux questionnements en présentant, dans un premier temps, quelques principes de base qui ressortissent à toute expérience d'animation sociale sur une petite échelle et, par après, en commentant l'émergence de nouvelles appartenances et solidarités.

Cependant, avant d'énoncer quelques-unes des propositions qui m'apparaissent essentielles à une reconstruction de la fierté collective et au mûrissement de nouvelles orientations culturelles, j'aimerais identifier trois tendances générales qui semblent acceptées par une très grande majorité de Québécois d'expression française. Tout d'abord, une plus grande autonomie politique pour le Québec semble être un principe et une réalité irréversible, en dépit du revers temporaire subi au moment du rapatriement de la Constitution canadienne par le gouvernement Trudeau. Cette autonomie se réalisera dans un contexte socio-politique de décentralisation qui favorisera également

l'ensemble des autres provinces canadiennes. La lutte en solitaire qu'a menée le Québec jusqu'à maintenant dans le but de réaliser la souveraineté-association fut, dans une certaine mesure, contre-productive.

En second lieu, l'État-providence a atteint un seuil de mesures sociales qu'il ne saurait dépasser sans compromettre son existence même : les dépenses de la « sociale démocratie » québécoise dépassent largement encore aujourd'hui les revenus qu'elle retire par le biais d'ingénieuses taxations directes et indirectes. Sa philosophie primordiale, ainsi que les principes de la redistribution des richesses, devront être révisés à la lumière d'une croissance économique zéro ou qui s'en rapproche. Un troisième constat est partagé. Les structures bureaucratiques et technocratiques de l'État québécois devront être réaménagées pour tenir compte d'un désir de participation accrue de la part des clientèles qu'il dessert et afin de servir, avec une meilleure sensibilité, l'ensemble de plus en plus diversifié des besoins spécifiques des diverses strates sociales.

Une prise de conscience ravivée

La nécessité d'une prise individuelle et collective de conscience de la francophonie québécoise, dans sa situation ethnique de 1989 qui révèle tant de tendances contradictoires, est un principe de base dont l'acceptation est préalable à toute intervention d'envergure. D'ailleurs, cette prise de conscience ne peut que s'établir sur une connaissance approfondie de la réalité sociale d'aujourd'hui. Donc, cette nécessité renvoie à une meilleure connaissance des phénomènes et expériences reliés à notre identité ethnique (institutions et comportements individuels et collectifs) en s'assurant que celle-ci se constitue tout autant sur une base objective (par la reconstruction de cette réalité ethnique totale à l'aide d'une démarche systématique d'observation) que sur une base subjective.

Dans ce dernier cas, il s'agit de mieux connaître et d'apprécier plus justement les perceptions, les réactions et les attitudes vis-à-vis de l'ethnicité francophone dans le but d'en dégager les représentations sociales et les images qui sont porteuses d'avenir. Voilà, en fait, tout un éventail kaléidoscopique d'éléments à inventorier et à évaluer (qualité, vigueur, extension, entre autres) dans la perspective de l'avenir collec-

tif. L'identité ethnique, comme on le sait, c'est une appartenance à un groupe ayant des caractéristiques culturelles particulières qui découlent de son ascendance, de son histoire, de ses expériences collectives de vie, de ses luttes pour la sauvegarde de son patrimoine culturel le plus précieux et de ses conceptions de l'avenir. C'est une notion fondamentale dans le processus de reconstruction de l'image et des pratiques ethniques.

Cette prise de conscience de l'identité nationale et des pratiques ethniques, dans un contexte de relations interculturelles, doit s'effectuer et se fonder sur une vision de la totalité. Ceci revient à dire, car c'est une finalité qui fut jadis souvent oubliée, que les patrons culturels des francophones doivent être replacés dans des configurations culturelles plus larges où ils ne représentent qu'une des multiples composantes. De ce point de vue, il m'apparaît invraisemblable que nous n'ayons pas encore produit aucun dossier ethnique complet du Québec moderne. L'Institut québécois de la recherche sur la culture en a fait une de ses priorités, mais il faudra attendre encore quelques années avant de connaître le produit final des divers dossiers ethniques, particuliers. C'est une entreprise capitale qui mérite notre admiration. Une meilleure connaissance de cette mosaïque culturelle s'avère un outil de première valeur dans la lecture des événements, des situations et des expériences individuelles et collectives, selon des paramètres objectifs et réalistes.

Une connaissance approfondie de l'histoire

Un deuxième principe sur lequel repose l'autodéveloppement collectif renvoie à une connaissance approfondie de l'histoire. Le profil historique que j'ai esquissé n'est, en somme, qu'une toile de fond où apparaissent en gros plans quelques-uns des éléments et faits antérieurs qui nous permettent de retracer, dans les grandes lignes, le cheminement historique de l'identité francophone. C'est une lecture préliminaire et fragmentaire, à laquelle doivent s'ajouter d'autres visions plus approfondies provenant d'horizons disciplinaires variés. L'histoire, telle qu'on la pratique aujourd'hui, représente certes une des disciplines de base. La compréhension du passé nécessite une reconstruction, à multiples facettes, d'événements officiels, quotidiens et même insolites, car ils comportent tous des enseignements pour le présent

comme pour l'avenir. Une analyse en profondeur de ce que nous avons été en tant qu'ethnie canadienne-française, et de ce que nous sommes devenus en tant que peuple québécois, nous aiderait à mieux concevoir ce que nous devons et ce que nous pouvons devenir.

Notre histoire ethnique doit être projetée sur un écran très large où se visionneraient, dans la perspective la plus appropriée, l'histoire du Québec, l'histoire du Canada et des autres provinces canadiennes, l'histoire des États-Unis et de l'Europe, ainsi que l'histoire des relations du Québec avec les autres pays de la planète. Toutes ces histoires représentent autant de niveaux spécifiques d'analyse qui s'intercompènent et s'interinfluencent. Ces divers cadres sociaux, institutions et traditions sont les ferments de nos actions individuelles et de nos prises de position collective. Combien d'enquêtes sur les connaissances historiques des élèves du secondaire ont fait ressortir non seulement l'absence d'une conscience historique d'avant les années soixante chez les jeunes de la génération montante, mais aussi une absence marquée d'intérêt pour l'histoire! C'est un constat déroutant qui nous interroge sur la qualité du système scolaire québécois (réformé il y a vingt-cinq ans) et sur l'aptitude de nos élites nationales à communiquer le fruit de leurs expériences vécues. Ce manque de profondeur historique et ces déficiences dans les processus de communication intergénérationnelle sont des déficiences qui pourraient être sans doute atténuées en ayant une meilleure connaissance des techniques d'apprentissage et des principes de l'animation sociale, deux thèmes que j'aborderai brièvement plus loin dans l'exposé.

Les fondements renouvelés des projets d'avenir

Les francophones du Québec devront tout d'abord décider si c'est pertinent et faisable de conserver une mentalité française dans l'environnement anglo-saxon nord-américain qui nous enferme dans une sorte de poche culturelle idiosyncratique. Une fois qu'une réponse affirmative aura été obtenue (à tout le moins, je l'espère) par une fraction majoritaire des Québécois francophones, il s'agira alors de préciser le contenu de cette spécificité culturelle nord-américaine, lequel, dans un deuxième moment, servira de fondement à l'élaboration des orientations culturelles à promouvoir dans l'avenir. Comme je l'ai affirmé, l'État-nation en déstructuration a laissé l'ethnie francophone du

Québec dans une sorte de vacuum identitaire et les mutations sociales nombreuses des deux dernières décennies ont engendré des perturbations sociales qui ont renforcé la confusion culturelle des parlants français. Si on fait exception des patrons linguistiques, qui sont eux-mêmes menacés par de nouvelles législations plus tolérantes vis-à-vis l’affichage bilingue et les raisons sociales unilingues anglaises, l’ethnicité francophone au Québec est en passe de devenir une image folklorique !

La détermination d’objectifs culturels de qualité (les orientations culturelles auxquelles j’ai si souvent fait allusion) doit découler d’une approche consensuelle, critique, dynamique et réaliste. Si un tel cheminement était suivi, peut-être serions-nous en mesure d’énoncer des projets de société attirants et valables pour la majorité des Québécois d’ascendance et de culture françaises. Pour utiliser les concepts de l’analyse prospective, il existe au Québec en ce moment des tendances lourdes et des faits porteurs d’avenir, desquels on peut dégager des enseignements soit positifs, soit négatifs. L’analyse des uns et des autres permettrait d’élaborer différents scénarios plausibles d’évolution de la francophonie et d’effectuer par rapport à ceux-ci des choix éclairés qui tiennent compte de ses ressources et de ses possibilités de développement.

L’émergence de nouvelles solidarités et appartenances

Si jusqu’à il y a un quart de siècle nous faisons partie d’une société monolithique dans ses orientations et pratiques culturelles, nous nous orientons de plus en plus, me semble-t-il, vers des groupes spécialisés qui traduisent avec fidélité un éventail d’intérêts très diversifiés. Si jadis la recherche d’un projet de société (L’État-nation devant permettre la réalisation de l’autonomie politique et du développement économique du Québec français) a mobilisé les énergies de la majorité et que l’atteinte d’un large consensus sur ce sujet paraissait encore possible, nous assistons, aujourd’hui, à un fractionnement de la société globale en une multiplicité de groupes ayant chacun leur philosophie de la vie, leurs finalités, leurs stratégies d’action et d’intervention et leurs pratiques culturelles.

La gestion des affaires publiques est devenue une entreprise d'une très grande complexité, car le preneur de décision doit faire preuve d'une ouverture et d'une sensibilité nouvelles pour capter et décoder les nombreuses demandes et pressions qui s'exercent sur lui. J'ai renvoyé plus tôt au poids des cultures régionales dans l'inévitable processus de décentralisation des décisions administratives, La naissance récente de nouveaux partis politiques sur la scène provinciale s'explique en bonne partie par l'insatisfaction des citoyens vis-à-vis de l'administration publique et par une volonté des nouveaux chefs de file (ou, si vous aimez mieux, ceux qui se considèrent comme tels) politiques de recruter les clientèles qui délaissent les partis en place (c'est-à-dire, le PQ, le PLQ qui a obtenu un éclatant succès aux dernières élections).

Les nouvelles solidarités de quartier m'apparaissent comme des phénomènes résurgents d'un grand intérêt, car elles expriment des tendances visant à personnaliser un lieu géographique, à humaniser les relations sociales entre voisins et à écologiser les styles de vie. La renaissance des communautés culturelles et ethniques, les revendications générales et territoriales des nations autochtones orientées par rapport à un devenir propre dans l'espace nord-américain, traduisent par des réalités nouvelles l'affirmation d'affinités existantes et la volonté de concrétiser ces identités dans des projets bénéfiques pour l'ensemble de l'ethnie.

L'État a d'abord manifesté ses attentions et ses préoccupations pour les groupes qui lui paraissaient les plus défavorisés : les personnes du troisième âge, les handicapés, les jeunes et les femmes au travail. Ce sont ces groupes qui, en premier lieu, ont réussi à éveiller la sensibilité de nos dirigeants politiques. Très rapidement, d'autres groupes, spontanés ceux-là pour la plupart, se sont Organisés et manifestés dans le but d'exprimer leurs doléances et leurs attentes. Apparurent, ensuite, à peu près en même temps, les mouvements féministes et les groupes écologistes. Puis, ce furent les Chômeurs et les assistés sociaux, les femmes battues, les personnes victimes d'actes criminels, les filles et les femmes violées, les enfants victimes d'abus sexuels, les groupes gais et, plus récemment encore, des adolescents et des adultes en quête d'identité à la recherche de leurs parents biologiques par le mouvement des retrouvailles. Ces nouvelles strates sociales, fondées sur des affinités et des ressemblances, sont en émergence.

Elles entraînent une spécialisation du discours et s'expriment dans de nouveaux lieux de parole. Je pense, à ce propos, aux radios communautaires, au pullulement des lignes ouvertes, aux émissions de télévision où on offre aux personnes qui ont une vie ordinaire un droit de parole, leur assurant ainsi une écoute attentive de la part d'auditeurs captifs. Cette parole, d'un type nouveau, en périphérie de l'agora, est conscientisée, revendicatrice et porteuse d'émotions. Elle est vouée à la défense des droits individuels et collectifs de ceux qu'elle entend protéger et, dans un avenir rapproché, à la prise en charge par les groupes principalement concernés de leurs propres affaires.

Dans la foulée de ce discours revendicateur et mobilisateur naissent des ressources de remplacement comme Solidarité-psychiatrie, Auto-psy, Cout-circuit, les Déprimés anonymes, les Associations de locataires de quartier, les Garderies populaires, les Comptoirs alimentaires, les Groupes d'alphabétisation, les jeunes troupes de théâtre, les divers programmes de protection du voisinage, les Grands frères, les réseaux téléphoniques personnalisés, mais anonymes, pour personnes en difficulté ou en détresse, des Maisons d'accueil pour différentes catégories de victimes telles que femmes violées et battues, enfants, abusés ou victimes d'agressions sexuelles, jeunes appartenant à des réseaux de prostitution, des Maisons de jeunes, des Ateliers protégés et des centaines d'autres initiatives communautaires, venant de la base et dont l'action repose sur l'engagement volontaire et le bénévolat. Ces innovations sociales bâtissent de nouvelles identités et colmatent le tissu social détérioré, il y a dans ces organisations à petite dimension et ces nouvelles solidarités des actions d'un type nouveau qui nécessitent au fur et à mesure qu'elles se déploient dans différentes couches sociales, des structures officielles plus sensibles aux besoins des clientèles qu'elles desservent.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Dans la reconstruction de la fierté collective, je me pose la question de savoir s'il est encore possible de renverser la vapeur, c'est-à-dire de freiner le processus d'aliénation culturelle et de construire une nouvelle image collective de nous-mêmes qui, tout en intégrant les éléments les plus positifs de la modernité, sauraient susciter une nouvelle fierté et une relance culturelle. Je ne réponds pas d'une manière positive à cette question, mais j'énonce un certain nombre de principes qui devraient être respectés pour que cette fois les Québécois francophones sortent de l'impasse dans laquelle ils se trouvent et définissent des orientations culturelles valables à la fin du vingtième siècle. On perçoit, à travers les divers développements effectués, que je le souhaite vivement et qu'il existe quelques faits porteurs d'avenir qui nous permettent d'être optimistes. Ces tendances sont apparentes dans de nouveaux groupes naturels qui se créent, dans des unités sociales petites, pour subvenir à des besoins suscités par la modernité et pour colmater le tissu social ébréché. Ils créent de nouvelles appartenances et fabriquent de nouvelles solidarités, comme ils s'adaptent aux situations nouvelles. Ce sont autant d'éléments qui sont nécessaires dans la reconstruction d'orientations culturelles rajeunies et qui ont le très grand avantage de surgir spontanément de la base plutôt que d'être imposés artificiellement par le haut.

Références bibliographiques

[Retour à la table des matières](#)

Coward, H., Cragg, W., Lynch, A., Penelhum, T., Ratushny, E. and Tremblay, M.-A., 1986. *Values and their transmission*, Toronto : The Canadian Institute for Advanced Research.

Gagnon, Alain, 1975. *Développement régional, État et groupes populaires*, Hull : Éditions Asticou.

Gendron, Jean-Denis, 1985. « Évolution de la conscience linguistique des Franco-Québécois depuis la Révolution tranquille ». Discours de réception. Académie des Lettres et des Sciences humaines de la Société royale du Canada.

Tremblay, Marc-Adélar, 1987. « La révolution tranquillisante en psychiatrie : paradigmes, univers des pratiques et représentations sociales ». *Santé mentale au Québec*, vol. XII, no 1.

Tremblay, Marc-Adélar, 1985-1986. « Morphologie sociale québécoise en mutation : esquisse à main levée ». In *La morphologie sociale en mutation au Québec* (sous la direction de Simon Langlois et François Trudel), Québec, Les Presses de l'Université du Québec : 13-33.

Tremblay, Marc-Adélar, 1985. (Rédacteur) *Nouvelles technologies et Société*. Québec, Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval.

Tremblay, Marc-Adélar, 1984a. « Ethnic Identity in French Quebec and the Crisis of the Nation-State ». Conférence prononcée devant les membres de l'History Club à L'University of Western Ontario.

Tremblay, Marc-Adélar, 1984b. « L'identité des Québécois francophones : perspectives théoriques et tendances / The Québécois Identity : theoretical perspectives and trend », Mémoires de la Société royale du Canada, tome XXII : 3-18.

Tremblay, Marc-Adélar, 1983. *L'identité québécoise en péril*. Québec, Les Éditions St-Yves, Inc.

Tremblay, Marc-Adélar, 1976. « La crise économique des années trente et la qualité de la vie chez les Montréalais d'ascendance française ». *Travaux et Communications de L'Académie des sciences morales et politiques* (Montréal), tome III, Montréal, Les Éditions Bellarmin : 131-147.

Fin du texte